APRÈS LE COUP DE FORCE ALLEMAND

NOTRE **PROTESTATION**

La protestation Française, dont les sermes correspondent aux grandes lignes midjuées des hier soir e'lève contre la réalation que constitu 'n les décisions mitaires de l'Allemagne à l'égard du Tradé de Versailles, de la déclaration françaitannique du 3 février acceptée par le Zabinet de Berlin comme base de dissussion, du droit des gens dont le prince essentiel est le respect des engagements internationaux. Elle conchit en fifrmant que la France ne pourra tenix

Ainsi se trouve realisée la première sug-gestion française.
Dès samedi soir, en effst, ausstidt noti-fiée la promitjation de la loi militaire al-lemande, M. Pierre Laval adressatt aux Ambassadeurs de France à Londres et à Rome, des instructions préconisant.
L. Une protestation parallèle des trois Ests parties aux accords du 7 janvier et du 3 évrier, 2. Une consultation de son trois puisseasses: 3. Le retour au Con-sill de la Société des Nations.
"Les geuvernement britansiques, se trou-vant dans une position un peu particu-lière du fait qu'il était invité à envoyer un de ses représentants à Berlin avait effectué sa démarche de protestation dans sa note du 18-mars.
Hier, le Conseil des ministres la ép-prouve le texte propose pour la protesta-tion française qui, dés le début de l'après-midi, a été transmise à M. André François Funcie, ambassadeur de France

Conférence préliminaire, samedi, à Paris, des délégués français italiens et anglais

Aussitot que fut comu à Paris l'envol de la note britannique à l'Allemagn, dé-cidé par le Conseil de cabine réuni lundi à Londres, M. Pierre. Laval télé-phona à M. Corbien, ambassadeur de Prance suprès de la Cour de Saint-Lames suprès de la Cour de Saint-

glais.

A partir de ce moment, une négocia-tion s'engageait entre Paris, Londres e Rome, en vue de fixer les modalités d'un rencontra entre les représentants qualifés des trois puissances et avant la voyage à Berlin de Sir John Simon la voyage à Berlin de Sir John Simon la d'unanche et décidé par le cabinet bri

LA CRISE POLITIQUE BELGE

midi, la première person eçue est M. Delattre, dépu on mande de Bucaren, su evenue de Contraine de Bucaren, su evenue de muite M. Mullid, eduateur estholique, représentant les intérête agricoles, M. Wasters, sénateur cotaliste et directiur, M. Bauvels, président de la Confédération générale des Syndicats chrétiens, Il a reçu, en outre, à la fin, de la Loudres, de Trusciles, ct de la cortée, M. Vandevyvère, ancien ministre.

is acirée, M. Vandevyvère, ancien mimistre.

Mais l'intérêt de la journée s'est porté
sur la réunion du Conseil Cénéral du
parti couvier. En effet, le Roi avait fait
à M. Vandervelde, une offre formelle de
constitution du cabinet, avec les accialistes. Après un débet qui s'est prolongé
jusque 17 heures, le Conseil Général du
parti cuvier, à l'unamimité moins deux
voix, a voté un or ire du jour, disant ;
à Le Conseil Général du parti cuvrier
est disposé, à participer à des consultations en vue de constituer un Gouvernament capabile à la fois de railler une majouité pariementaire et de rétabile la confiance dans le pays ».

Le Conseil Général a nommé des népociateurs éventusis, MM. Vandervelde,
Wauters, de Man, Spank; Bouchery et
Dénatire.

M. Pierre Lavel, ministre des Affaires octre seconde entrerus tripertite qui, per tembres, a private de Gendur de l'evenir des percentites en purche des tembres indernationales de l'evenir des percentites en percenti

consoil a fait part des déciarations qu'il liait faire au Sénat et que nous representant au service et que nous representant qu'il la destre de la comme de la consultation des trois Etats de la comme au seu comment de la comme

L'Unité d'action et l'appui de l'U. R. S. S.

L'unité duction entre Paris, Londre te Rome qui, un moment, a pu sembler compromise, s'affirme de nouveau aussi réelle que l'Indivisibilité de leurs propasitions que la dernière note britannique au Reich — on ne saurait, trop le signalee — a maintenue intégralement.

Sans exclure aucun pays du système de sécurité collectif qu'elles précenisers, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie conservent donc l'essentiel de leurs positions communes, factiques et politiques. D'autres concours, d'allieurs, se précetent à elles, La plupart des puissancés en Petite Enterparmille les Enter de la Petite Enterparmille les Enterparts en préces pariagent complètement, les vues angièranco-italiennes.

M. Eden se rendra d'ici la fin du

partagent completement ser vues ausgrange franco-italiennes.

M. Eden se rendra d'ici la fin du mois à Moscou.

L'invitation adressée à M. Pierre Lava l'august analogue a été acceptée hier matin par le Conseil des ministres. Ces faits prouveraient, s'il en était besoin, que l'allemagne n'a fait que renfore le puissant appul que PU. R. S. S. a apporté dès le premier jour aux projets de trois grandes puissances occidentales.

La note de protestation de l'Italie

On a appris qu'une note à peu pres dentique à la notre sera présentée simul-anément aux dirigeants du Reich par tanément aux diriges

LE PÉRIL ALLEMAND DÉNONCÉ PAR M. CHURCHILL

PAR M. CHURCHILI

A la Chambre des Communes, dans le débat sur le budget, de l'Air, M. Churchill est venu dénoncer une fois de plus le péril allemand et l'insuffisance de la aécurité butannique. Le chef de l'extréme-droite du parti conservateur a commencé par reprocher à M. Baldwin d'avoir, en novembre dernier, donné à la Chambre sur le réarmement allemand des chiffres blen inférieurs à la réalité. Il indique que d'énormes sommes sont actuellement dépensées par l'Allemagns pour son aviation militaire, en déhors des commes qui lui sont officiellement consacrées dans le budget de l'Air. Il soutient que les unines allemandes d'aviation sortent cent appareils par mois, chiffre qui est en vole d'aumentation.

tion.

M. Churchill a déclaré en terminant que la situation est bien pire qu'el n'était en 1914, et que le gouvernemen britannique risque de ne réus être mai tre des événements.

* PAS DE PROTESTATION

ations éventuelles qui pourraient sur-enir en Europe. Quant au président, il sarait plus dis-oèté à agir dans le cadre d'une Confé-ence générale du désarmement, si cel-e-di pouvait être réunie avec des chan-es de succès.

ces de succès.

M. Norman Davis, q'. fut toujours et est resté l'avocat de la cause du désarmement, est ancora écouté par M. Roosevelt, qui est prêt à le soutenir même si l'espoir d'un résultat était minime. Toutafois, selon l'est milieur hiel informes, les résents événements, ent de courage présendement, le présente qui ne croit plus guère à la possibilité d'un accord international sur le désarmement, et ont affecté la position de M. Norman Davis.

GRAND VOYAGE DE M. TITULESCO

Nouvelles manœuvres aériennes sur Berlin

DUSENAT

Un lourd sacrifien demailde.

Un lourd sacrifies demaidé. I

Avons-nous pris cette décision de
grateté de croux, continue M. Fiandin;
certes non. C'est un lourd sacrifice que
nous avons à demander aux jeunes, mais
note le leur demandons pour les hesoins
de de défense nationale. On a dit que
certaines mesures aeraient pu être empleyées pour parer à cette prolongation.
Je me le pense pas, On a cru qu'en revenant, progressivement de l'incorporation à
l'âge de 20 ans et en gagnant ainsi un
contingent supplémentaire, on ent pu
trouver une compensation à la réduction
de nos effectifs, ces calcuis ont été faits
avec soin. Le procédé dit de l'étalement
s'est en réalité révélé insufficiant, les
effectifs renaits disponibles par ce procède ne seraient pas suffisamment nombreux pour parer au défeit des classes
of contractifs aussi poursuit. M. Flandin

reux pour parer au déficit des classes creuses.

On-a dit aussi, poursuit M. Flandin, qu'il aurait été possible de développer les engagements, dont le maximum pre-tein de la commandation de la commandati

Le problème des classes creuses

Un devoir : Etre vigilants

M. FLANDIN. — Le réarmement de
l'Allemagne, en dépit de la partie V du
traité de Versailles, nous fait un devoir,
comme l'a constaté le livre blano britannique, d'être vigilants : les faits
constatés à cet égand existaient depuis
fort longtempe (Très bien). Nous étions
ernseignes et les chiffres que nous
avons donnés étaient encore inférieurs
à la réalité. Nous résignetons-nous au réarmement allemand ? Nous résignetrons-nous à ce qui serait le faillité de
la Conférence du Désarmestient ? Nous
avons, en nous maintenant dans le ca
dre de la loi d'un an, montré que la

M. FLANDIN. — Mais, dit-on, si vos successeurs revenaient, dans un esprit de démagogle, sur vos décisions, quelles

Ta Corps at man of test a breath a mandes existatent deja. En settra e pius 60 ta décision officille de re tituer une aviation militaire avairendue publique. Notes noue tradene en face de l'aboutissement de une politique à une date ammen cheise à dessein (Tr. ben). Male le elemation notes devens la relire avu tention car ce document cerraspe une cenception qui, si elle était accurant le mende marquerant la destrude l'auvers de Paix fendés sur la S. La proclamation parie de faire aux Etats que la sauvegarde de l'enter et de la sécurité de l'Empire mand est dorénavant confide aux s'propres du peuple allemand.

« La France ne peut pas accepter la thèse du Reich »

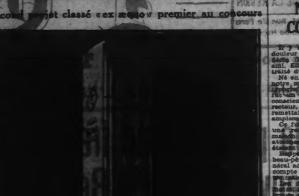
ne put être dit que la France procédait à une augmentation définitive de la 20 augmentation définitive de la 20 augmentation de service muitaire (Applaudisse mans à sente permuit M. France per

M. FLANDIN. — Il est ine ment de prétendre que no pas rempli nos engagements le désarmement. Oublie-t-on

de cette decision vennait à être rapportée ultérieurement, il faudrait qu'il en
n'et, rendu compte aux deux Chambres
qu'il conserveraient le droit de ne
pas ratifier le nouveau régime qui en
resulterait. Il ne peut pas y avoir d'erreur aux cette interprétation, le Gouvernement qui fait jouar l'article 40 a best cette
serveraité pour régier le conditions dans

dement décide de faire sauver toute une ligne de maisons pour soler les revages. Cr. sont là les effets supposés de l'exercicé de défense aérienne (le premier de cette envergure à Berlin) qui s'été offett la S. D. N., en vertu de l'article 11 du partie de la paix impressionne. Mais ce qui a le prin impressionne. Mais ce qui a le prin impressionne l'observateur étranger, c'est le diacipline absolue dont ont fait preuve pendant plus de six fueures tous les acteurs, russi blen actifs que passifs. On a acquis la runne de la paix du monde qui est puis l'est partie de la paix du monde qui est sous les acteurs, russi blen actifs que passifs. On a acquis la runne en fact l'este et le paix fonder ellemande qui est sous conviction qu'en ces défendre sur pour se défendre »

Quand la France est asser forte pur l'entre la cette par fonde la discipline et l'observateur de la paix qui monde qui est l'entre pur l'entre par l'entre le la paix du monde qui est l'entre le le la paix qui monde qui est l'entre le le la paix du monde qui est l'entre le le la paix du monde qui est l'entre le la paix du monde qui est l'entre le le la paix du monde qui est l'entre le la paix du monde qui est l'entre le le la paix du monde qui est l'entre le le la paix du monde qui est l'entre le le la paix du monde qui est l'entre le le la paix du monde qui est l'entre l'entre le la paix du monde qui est l'entre le la paix du monde qui est l'entre l'entre l'entre le la paix du monde qui est l'entre l'entre le la paix du monde qui est l'entre l'entre le la paix du monde qui est l'entre l'entre l'entre l'entre l'entre l'entre le la paix du monde qui est l'entre l'en



CONUMENT DELORY

nune avec l'Italie

che et centre).

Les interpellations

M. LEMERY monte à la tribune et déclare : « Sur la réponse au Reich, le Sénat sara unanime à approuver le gouvernement. Mais la question des armements de la France reste entière. »

L'orateur soutient qu'il ne s'agit pas autiement de compenser les déflotts des classes creuses, mais qu'il faut encore établir notre organisation militaire en fonctions de l'organisation du Reich, organisation qui aggrave le déflott des effectifs.

raise, deux bas reliefs sculptées : 1. La Coo-ée per les gestes fa-as branseurs, du bou-meur ; 2. L'œuvre du méllorant le sort des ble à l'égard de œux é toute leux vie, n'ont

M. Roger BALENGRO, l'intention de proposer à son administration une expo-

ont ete presente pour tré.

On entend ensuite MM. FRANÇOIS DE BARNI-MAUR et MILLERAND, puis M. DE JOUVEREL, supplie le Senat de faire bloc devant l'étranger. Il estime qu'il convient de reprendre depuis la base l'organisation militaire du pays, en le l'organisation militaire du pays, en le l'organisation militaire du pays, en l'éducation nationals

46 VICTIMES D'UN ACCIDENT SANS PRÉCÉDENT

in ison de Par i), 50 personn

LES TRAVAUX DU COMITÉ NATIONAL DE LA C. G. T.

Le Comité national de la C. G. T. a repris ses travaux hier à 21 h. Au nom de la Commission, M. Satliami (Drôme) a donné lesture d'un projet de résolution concernant les syndicats uniques, notam-

vertable unité.

Le Cougrès a fixe sur le plan de la C. C. T. Une résolution qui se tiendra à Par le plan de la C. C. T. Une résolution

LES FUNÉRABLES D'ÉLIE DELBRAYELLE NOTRE ANCIEN COLLABORATEUR

The best of the control of the contr

bourt, Dehove, Adjoints au Marre ; Bour.
Battilla, Carvy, Dipart, canselliers municipadit.

Mme GUILLAUME, Directrice de Dotre
Journal, avait envoy une auperte perce
journal, avait envoy une auperte
journal, avait envoy une de la cometi d'administratien de la c Freue Fopulaire > ;
FLEURY, Administratieur ; LE MASSON,
Bélasteur en chet ; GRET, dérant, Chet
des services de vente.

Le deuil était conduit par MM. Spr
journal, de l'administration et de la Hédaction
maistrainnt aux obséqués.

Le deuil était conduit par MM. Spr
journal, martin-Delbrayalle, DuriezDelbrayalle, Martin-Delbrayalle, DuriezDelbrayalle, Martin-Delbrayalle, DuriezDelbrayalle, de Martin-Delbrayalle, de perperce de l'eure en evoyée par
l'acte de Lille comme deuillant.

Dournal, on remarquait la couronne du
Réveil du Nord y et de see Publications
anneres; et une plaque de mastre portant